



École des Ponts

ParisTech

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE DES MATERIELS AUDIOVISUELS ET LOGICIELS ASSOCIES

Marché 2024.17

SOMMAIRE

1 - POUVOIR ADJUDICATEUR ET INTERLOCUTEURS.....	4
1.1 POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE.....	4
1.3 INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE.....	4
2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE	5
2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3 – DUREE ET DELAI D'EXECUTION	5
4 - PIECES CONTRACTUELLES	6
5 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
6 - EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
7 - FORME ET CONTENU DES PRIX.....	7
7.1 FORME DES PRIX	7
7.2 CONTENU DES PRIX.....	7
7.3 REVISION DES PRIX	7
7.4 CLAUSE DE SAUVERGARDE	8
7.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	9
8 – DELAIS D'EXECUTION.....	9
9 - MODALITES DE PAIEMENT	9
9.1 AVANCE	9
9.2 MODALITES DE REGLEMENT	10
9.3 DEMATERIALISATION DES FACTURES	10
9.4 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS	11
9.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	11
9.6 INTERETS MORATOIRES.....	11
9.7 NANTISSEMENT	12
10 - RESPONSABILITES DU TITULAIRE	12
10.1 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE	12
10.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE	14
10.3 OBLIGATION DE DISCRETION	14
10.4 PROPRIETE DES INFORMATIONS	15
10.5 MESURES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS.....	15
11 – SOUS-TRAITANCE	16
12 – MATERIELS	17
12.1 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	17
12.2 MANUTENTION ET ACHEMINEMENT DES MATERIELS	17
12.3 SUJETIONS RELEVANT DES PRESTATIONS A EFFECTUER.....	17
12.4 SUJETIONS RESULTANT DU LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
13 – ASSURANCES.....	18
14 – MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	18
14.1 ADMISSION DES PRESTATIONS.....	18
14.2 AJOURNEMENT, REJET, REFACTION.....	19
15 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	19
16 – RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE	19

16.1 MODALITES DE RESILIATION	19
16.2 MOTIFS DE RESILIATION	19
16.3 DECOMPTE DE RESILIATION	21
16.4 REMISE DES PRESTATIONS ET MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE	21
16.5 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
16.6 FORCE MAJEURE.....	22
17 – GARANTIE	22
18 – INSERTION SOCIALE	23
19 – ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX.....	23
20 – PENALITES	23
21 – LITIGES	24
21.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE	24
21.2 RECOURS.....	25
22 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	25
23 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25

1 - POUVOIR ADJUDICATEUR ET INTERLOCUTEURS

1.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6/8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony BRIANT, Directeur,

Ci-après désignée « l'ENPC »

1.2 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE

Dès notification du marché, le représentant de l'ENPC désigne les personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'Ecole.

Service des Affaires Immobilière et des Moyens Généraux (SAIMG) assure le suivi technique de l'exécution du marché. Tout document sera adressé à ce service :

Ecole Nationale des Ponts et Chaussées

Service des Affaires Immobilière et des Moyens Généraux (SAIMG)

6 / 8 Avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77 455 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2

Ou

Par mail à l'adresse suivante : evenementiel@enpc.fr + frederic.libert@enpc.fr

1.3 INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'ENPC, pour les besoins de l'exécution de celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution par le titulaire. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'ENPC, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire informe l'ENPC en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès des administrations, quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur de l'ENPC pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le titulaire en avise

immédiatement l'ENPC et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, l'installation et la maintenance de matériels audiovisuels professionnels ainsi que de leur(s) logiciel(s) associé(s), pour les services de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC).

2.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre composite comprenant en partie un marché ordinaire et en partie un accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du Code de la commande publique.

La partie « marché ordinaire » a pour objet des prestations de maintenance, d'assistance et dépannage du matériel audiovisuel.

Elle sera exécutée conformément aux stipulations du CCAP et du CCTP.

La partie accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture et l'installation de matériels audiovisuels.

Les bons de commande seront notifiés par l'ENPC au fur et à mesure des besoins,

L'accord-cadre est mono-attributaire et est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 euros HT pour toute la durée du marché.

L'accord-cadre est traité sur la base des prix forfaitaires figurants dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU), figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

3 – DUREE ET DELAI D'EXECUTION

L'accord-cadre, objet de la présente consultation, est conclu à compter de sa notification. Il est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans ferme à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut être reconduit une (1) fois pour une durée de deux (2) ans.

Il est reconductible tacitement sauf dénonciation expresse par le pouvoir adjudicateur, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date d'expiration de la période de reconduction.

Les prestations sont réalisées par le titulaire conformément aux délais d'exécution définis au CCTP.

Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application des pénalités de retard telles que définies à l'article 20 du présent CCAP.

ATTENTION : Aucune intervention ne pourra avoir lieu pendant la période des concours communs, à savoir de mi-juin à mi-juillet. Les dates exactes seront communiquées au titulaire chaque année lorsqu'elles seront connues.

4 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ENPC fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière composée :
 - De la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des matériels ;
 - Annexe 2 : Gamme de maintenance préventive ;
- L'offre technique du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent document ;
- Les éventuels actes de sous-traitance et autres actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

5 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'ENPC se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

6 - EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;

- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

7 - FORME ET CONTENU DES PRIX

7.1 FORME DES PRIX

L'accord-cadre est traité sur la base des prix forfaitaires figurants dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU), figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de transmettre à l'ENPC un catalogue général des équipements qu'il propose. Ce catalogue sera transmis (et éventuellement mis à jour) annuellement par courrier électronique au référent de l'ENPC.

7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents au personnel, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, à la mise en service et à la formation du service de l'Ecole, ainsi que les déplacements éventuels, les frais d'enlèvement en fin de marché, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais correspondants aux obligations faites au titulaire, en vue d'assurer l'ensemble des opérations relatives à l'objet des présentes, y compris les prestations éventuellement sous-traitées.

7.3 REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché, inscrits dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1^{er} jour du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ». Les prix unitaires de l'accord-cadre sont fermes pour la première année du marché.

Les prix sont ensuite révisables annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché selon les formules suivantes :

Prix unitaires relatifs à la fourniture et à l'installation de matériel (indiqués dans le BPU)

$$P = P_o \times [70\% (X(n)/X(o)) + 30\% (Y(n)/Y(o))]$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P_o = prix de base ;

- $X(o)$ = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 26 et 27 - Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques (Identifiant 010764349) à la date du mois (o) (mois de remise des offres du présent accord-cadre) ;
- $X(n)$ = dernière valeur de cet indice connue à la date de révision ;
- $Y(o)$ = Indice des salaires mensuels de base – Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (NAF rév. 2, niveau A38 CI) - Base 100 au T2 2017 (Identifiant 010562703) à la date du mois (o) (mois de remise des offres du présent accord-cadre) ;
- $Y(n)$ = dernière valeur de cet indice connue à la date de révision.

Prix forfaitaires relatifs aux prestations de maintenance (indiqués dans la DPGF)

$$P = P_0 (ICHT-IME / ICHT-IME_o)$$

Dans laquelle,

- P est le prix révisé en euros HT ;
- P_0 est le prix de base en euros HT ;
- ICHT-IME est la dernière valeur de l'indice du coût horaire du travail - Industries Mécaniques et Electriques publiée [identifiant Insee – 001565183] connue à la date de révision ;
- ICHT-IME_o est la valeur de l'indice du coût horaire du travail - Industries Mécaniques et Electriques [identifiant Insee – 001565183] publiée au mois de remise des offres.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur pour une troisième décimale comprise entre 5 et 9.

Les prix de l'accord-cadre obtenus après révision seront arrondis au centime d'euros supérieur pour une troisième décimale comprise entre 5 et 9. Tous les éléments nécessaires au calcul de la révision de prix seront produits par le titulaire du marché à l'appui de la facture de révision.

Les révisions de prix du présent accord-cadre n'ont pas à être constatées par avenant.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

Si l'indice n'est pas connu à la date de révision des prix, il sera procédé à une révision provisoire sur le dernier indice connu. Une facture de solde sera présentée une fois l'indice définitif publié.

7.4 CLAUSE DE SAUVERGARDE

Lorsque l'application des formules de révision fait apparaître à chaque date anniversaire, une variation de plus de cinq pour cent (5%) du prix initial ou du dernier prix révisé ou lorsque l'un des indices varie de plus de dix pour cent des valeurs d'origine, l'ENPC se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

Lorsque la définition ou la texture de l'un des indices venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières du marché, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir autant que de besoin une concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque et le cas échéant une modification de la structure de la révision des prix.

7.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les prix du marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

8 – DELAIS D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées par le titulaire du présent marché conformément aux délais d'exécution définis dans les pièces de l'accord-cadre ou dans le bon de commande concerné, ou dans son offre s'ils sont plus avantageux. Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application de pénalités de retard, tel que défini à l'article 20 présent CCAP.

En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de l'ENPC, notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'ENPC. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, sans délai, à toute personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

La décision est notifiée par écrit au titulaire sa décision, à compter de la réception de la demande. Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG/FCS, le silence gardé pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

9 - MODALITES DE PAIEMENT

9.1 AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement (AE), une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable. L'avance est versée pour chaque reconduction, en application de l'article R. 2191-15 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-3 du code précité, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution des prestations si un tel acte est prévu ou, à défaut, à compter de la date de notification du marché.

Conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande concerné.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché (partie forfaitaire = location des équipements).

L'avance est remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65% est atteint.

9.2 MODALITES DE REGLEMENT

Les prestations objet du présent accord-cadre sont réglées sous forme de paiements partiels définitifs, sur présentation d'une facture, selon les prix indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement, éventuellement révisés selon les conditions stipulées au présent CCAP, auxquels elle se rapporte.

Le règlement financier est également subordonné à la production préalable d'une facture en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la facture ;
- Le détail des prestations (notamment la période facturée et la désignation des prestations tel que précisé à l'article précédent) ;
- Le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Les prestations réalisées et décrites dans la facture devront être suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des tarifs applicables et des quantités facturées.

Le règlement des factures est effectué selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'ENPC.

9.3 DEMATERIALISATION DES FACTURES

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro selon les modalités suivantes à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures dématérialisées adressées à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET identifiant l'ENPC en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le code service qui permet de distinguer le service réceptonnaire des factures : Code : SUB05.
- Le numéro de marché.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après régularisation. Les retards de paiement qui pourraient s'ensuivre ne sauraient donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Le règlement s'effectuera par virement bancaire sur le compte renseigné à l'acte d'engagement.

9.4 REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire ou chacun des membres du groupement sont seuls habilités à présenter les factures à l'acheteur. Toutes les factures devront avoir été validées par le mandataire avant leur dépôt.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Les factures sont décomposées en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues est réalisé pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation sous-traitée, et que l'acheteur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

9.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous 30 jours maximum et après présentation des factures par le titulaire.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception des factures. Toutefois, il court à compter de la date d'exécution des prestations (sous réserve d'admission de celles-ci), lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations, sous réserve d'admission, sont constatées par l'acheteur.

En cas de litige, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de cette date.

9.6 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou de son sous-traitant agréé au paiement direct.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également payée au créancier lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'ENPC, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

9.7 NANTISSEMENT

Le Titulaire est admis au bénéfice du régime institué aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 du code de la commande publique, fixant les conditions dans lesquelles les marchés publics peuvent être affectés en nantissement. Le comptable chargé des paiements est le comptable assignataire de l'Ecole, désigné dans l'Acte d'Engagement (AE). De même, la personne chargée de fournir les renseignements prévus est désignée dans l'AE.

À cet effet, un exemplaire du présent Marché accompagné s'il y a lieu des pièces annexes est revêtu de la mention indiquant que cette pièce forme le titre de nantissement consenti conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, et qu'il est délivré en un unique exemplaire.

La remise de l'exemplaire unique du Marché pourra être remplacée par l'octroi d'un certificat de cessibilité de créance établi selon les modalités fixées par les articles R. 2191-46 et suivants du code précité.

10 - RESPONSABILITES DU TITULAIRE

10.1 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'Ecole les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, toute modification pouvant influencer sur l'exécution du marché.

10.1.1 MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE ET DE LA DENOMINATION

En cas de modification de sa raison sociale ou de sa dénomination, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Ecole et de communiquer tout élément mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales, ...).

En cas de négligence, l'Ecole ne saurait être tenu pour responsables d'un quelconque retard observé dans les délais de paiement des factures du fait des modifications intervenues.

10.1.2 TRANSFERT

En cas de cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Ecole.

Prenant acte de la demande de transfert du marché, l'ENPC procède à la vérification des capacités de l'entreprise cessionnaire. En vue de cette vérification, l'entreprise cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des 3 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales...).

Suite à cette vérification, si elle est concluante, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, le marché est résilié sans indemnité ni préavis.

Le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du présent marché sans accord préalable de l'Ecole.

10.1.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'ENPC par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'ENPC adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code précité.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

10.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne le responsable de la conduite et du suivi de l'accord-cadre. Ce responsable nommément désigné, ou son remplaçant, sera le seul, habilité à dialoguer avec les représentants de l'ENPC.

L'ENPC se réserve le droit d'agréer les intervenants du titulaire ainsi que ceux de ses sous-traitants éventuels. Il peut également exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

L'ENPC n'est pas tenu de faire connaître au titulaire les motifs de son refus d'agrément ou de sa décision de remplacement. Le Titulaire déclare avoir fait son affaire des litiges avec son personnel, qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou une décision de remplacement.

Le personnel du titulaire devra respecter le règlement intérieur de l'ENPC.

10.3 OBLIGATION DE DISCRETION

Compte tenu de la nature et de la localisation des prestations réalisées par le titulaire, celui-ci est tenu à une obligation de discrétion. Les obligations du présent article s'appliquent aux éventuels sous-traitants ; le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite de l'acheteur, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des documents et autres éléments relatifs au marché, et aviser sans délai l'ENPC de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le titulaire soumet à l'approbation de l'ENPC les dispositions qu'il prend à cet effet.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Le titulaire a la charge de porter à la connaissance de son personnel (et de celui de ses sous-traitants éventuels) les clauses du présent article.

En cas de violation par le titulaire ou un sous-traitant des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ENPC peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours après réception par le titulaire du courrier recommandé avec accusé de réception.

Le titulaire ne peut prétendre du chef des dispositions du présent article à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

10.4 PROPRIETE DES INFORMATIONS

L'ensemble des informations apportées par l'ENPC, de quelque nature que ce soit et sous quelque format, est sa propriété exclusive. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le titulaire garantit l'ENPC contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

10.5 MESURES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le titulaire garantit à son personnel le respect de la législation sociale et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaire ou contractuel.

A ce titre, il est tenu de garantir la régularité de l'embauche de ses personnels. Notamment, les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés. Il devra respecter l'ensemble des dispositions de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 modifiée visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Les entreprises sous-traitantes qui détachent des travailleurs en France sont tenues d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute.

Les sous-traitants doivent en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce dernier aura pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande.

Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

Le titulaire est responsable de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

11 – SOUS-TRAITANCE

Les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance régissent le recours à la sous-traitance au titre du présent marché.

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son marché doit, au préalable adresser au représentant de l'ENPC, sa demande de sous-traitance par lettre recommandée avec avis de réception ou la remettre contre reçu, en présentant le sous-traitant ainsi que ses garanties et capacités. Conformément à l'article R. 2193-4 du code précité, si l'ENPC n'a pas répondu à cette demande dans un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont réputés acquis.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4* accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Le numéro de SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références) le cas échéant.

* Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'ENPC notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'ENPC le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire.

Le représentant de l'ENPC peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché.

Conformément à l'article R. 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement dès que le montant des prestations qui lui sont confiées est supérieur à 600 euros toutes taxes comprises.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Le titulaire communique le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant de l'ENPC lorsque celui-ci en fait la demande.

L'ENPC peut résilier le marché pour faute du titulaire si ce dernier a sous-traité une partie des prestations en contrevenant aux dispositions contractuelles, législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance. Il en est de même s'il a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable de l'ensemble des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'ENPC.

12 – MATERIELS

12.1 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un entretien correct sont celles préconisées par les constructeurs ou les installateurs.

Le prestataire veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte de délais de livraison de chaque article afin d'assurer le niveau de qualité requis.

L'ensemble des fournitures et pièces détachées mises en œuvre dans le cadre du présent marché devront être homologuées et répondre aux prescriptions imposées par les normes françaises (NF) en vigueur ainsi que les normes européennes. Toute fourniture, objet du présent marché devra être conforme aux derniers règlements, lois et décrets en vigueur.

12.2 MANUTENTION ET ACHEMINEMENT DES MATERIELS

Le titulaire fera son affaire de tous déchargements, stockages, manutentions et de l'approvisionnement des matériaux, appareils et matériels jusqu'au lieu de la mise en œuvre.

En cas d'impossibilité technique ou fonctionnelle, le titulaire devra prévoir tous les dispositifs appropriés pour ses approvisionnements.

L'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution de prestations devra être effectué selon les itinéraires et les horaires autorisés par l'ENPC.

12.3 SUJETIONS RELEVANT DES PRESTATIONS A EFFECTUER

Le titulaire devra respecter les contraintes définies par l'ENPC, en particulier se conformer aux horaires et éventuellement jours fériés pour l'exécution des prestations affectant le fonctionnement de l'établissement.

12.4 SUJETIONS RESULTANT DU LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des prestations, ainsi que les risques de toutes natures qu'elles peuvent entraîner.

13 – ASSURANCES

Le titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ENPC et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés pour l'exécution des prestations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations : elles doivent être sans limite pour les dommages corporels. Il s'engage à remettre une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande de l'ENPC et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'(es) attestation(s) devra (ont) préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- Les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- Les conditions de garanties ;
- Les montants des garanties ;
- La date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- Le numéro des polices.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

14 – MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

14.1 ADMISSION DES PRESTATIONS

Le déroulement des opérations de vérifications qualitatives simples s'effectue au moment de la livraison des prestations par un examen sommaire.

Les opérations quantitatives, ainsi que celles nécessitant un examen approfondi, interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS.

Le délai imparti à l'ENPC pour les opérations de vérifications est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise ; elle vaut alors attestation de service fait.

Dans le cas où les prestations ne sont pas exécutées dans les délais impartis, il est fait application des pénalités prévues au CCAP.

14.2 AJOURNEMENT, REJET, REFACTION

Lorsque certaines mises au point sont nécessaires pour que les prestations puissent être admises, l'ajournement en est prononcé par une décision motivée conformément à l'article 30.2 du CCAG/FCS.

Selon l'étendue des imperfections constatées, l'ENPC peut prononcer le rejet total ou partiel des prestations dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS, sans faire obstacle à l'application en sus des pénalités désignées au présent document.

15 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge, dans les délais prévus au CCTP et aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux dispositions du présent CCAP et du CCTP. Le matériel mis à disposition est garanti contre tout vice de construction. Le titulaire s'engage à effectuer tous les travaux de révision, de réparation ou de remplacement des pièces nécessaires à entretenir les machines en bon état de fonctionnement pendant la durée du marché, ou à défaut à remplacer l'appareil défectueux par un matériel neuf. Le titulaire n'est libéré de son obligation que si l'avarie provient de la faute prouvée de la personne publique ou de la force majeure.

Le délai imparti au titulaire pour répondre aux demandes de dépannages, incluant la fourniture et la gestion des déchets relatifs aux consommables, présentées par la personne publique est pris en compte à réception de la demande faite par tout moyen permettant d'en fixer une date certaine.

16 – RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE

Les dispositions ci-dessous s'appliquent en complément de celles du chapitre 7 du CCAG/FCS.

16.1 MODALITES DE RESILIATION

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de réception de la notification.

16.2 MOTIFS DE RESILIATION

16.2.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

En cas de redressement judiciaire du titulaire, le présent marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le présent marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

Avant le démarrage des prestations, le présent marché peut être résilié à tout moment.

La résiliation ouvre droit pour le titulaire au paiement des sommes engagées, sur présentation des justificatifs, à l'exclusion de toute autre indemnité.

16.2.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

L'ENPC peut résilier le présent marché pour faute du titulaire, notamment dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du représentant de l'ENPC, et si le Titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations ;
- Le titulaire ne respecte pas l'obligation d'habilitation à jour des agents intervenants sur les installations électriques, selon les prescriptions édictées par le CCTP ;

Dans ces cas, la résiliation du marché peut être prononcée aux frais et risques du titulaire ;

- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées dans le présent CCAP ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances prescrites par le présent CCAP ;
- Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications de sa situation juridique ou économique, et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la sécurité ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts ;

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées à l'encontre du titulaire.

16.2.3 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, lorsque le représentant de l'ENPC résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de 2% du montant initial hors taxes du marché

pour la partie des prestations programmées réglées à prix forfaitaire, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

16.3 DECOMPTE DE RESILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation arrêté par l'ENPC et notifié au titulaire.

Le décompte de résiliation comprend :

Au débit du titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'ENPC cède à l'amiable au titulaire ;
- Le montant des pénalités ;

Au crédit du titulaire :

- La valeur des prestations fournies, à savoir :
 - La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'ENPC, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - Le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
 - Le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché ;
 - Les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;
- Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché ;
- En dehors d'une résiliation pour faute, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

16.4 REMISE DES PRESTATIONS ET MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE

En cas de résiliation, l'ENPC peut exiger du titulaire, aux frais de ce dernier :

- La remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- L'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'ENPC en informe le titulaire ou ses ayants droit lors de la notification de la résiliation et indique le délai de remise de ces biens par le titulaire ainsi que les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

À cet effet, préalablement à la résiliation, il est établi une liste des prestations en cours d'exécution, des matières et objets détenus et des moyens matériels d'exécutions destinés au marché.

16.5 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ENPC se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible pour l'ENPC de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, des prestations équivalentes peuvent y être substituées.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution par le tiers désigné par l'ENPC.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16.6 FORCE MAJEURE

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties seront suspendues.

Le titulaire devra notifier à l'ENPC l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Les obligations seront exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessé, selon des modalités de reprise qui auront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

17 – GARANTIE

Pendant la période de garantie due par les entreprises, le titulaire assiste l'ENPC pour mettre en évidence les défauts et faire jouer les garanties des constructeurs ou installateurs.

Il est tenu de porter à la connaissance de l'ENPC l'incidence de tout vice caché, sur les éléments objet du marché, dont il aurait connaissance.

Les matériels font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de mise en service indiquée sur le carnet d'entretien de chaque copieur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'ENPC.

Cette garantie couvre également les frais de déplacements de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la mise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance cause un préjudice à l'ENPC, celle-ci peut exiger un matériel de remplacement au moins équivalent.

18 – INSERTION SOCIALE

Conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique et à l'article 16.1 du CCAG/FCS, le titulaire est encouragé à réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Le titulaire reste pleinement responsable de l'ensemble des engagements qui s'imposent à lui dans le cadre du présent marché, notamment en ce qui concerne la qualité et le prix des prestations rendues.

19 – ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire veillera au respect des prescriptions et dispositions qu'il aura détaillées dans son offre s'agissant de la consommation électrique, de la provenance des composants des matériels installés, du recyclage et du traitement des déchets.

20 – PENALITES

Il est avant tout spécifié que tous les délais d'exécution indiqués dans l'une quelconque des pièces contractuelles du marchés (et notamment des bons de commande) sont à considérer comme ayant un caractère impératif. Le non-respect d'un délai du fait du titulaire, pourra donc donner lieu à l'application des pénalités ci-après.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont cumulables, applicable dès la première constatation, et sans mise en demeure préalable pour chaque mois de prestation.

Désignation	Pénalité
Fourniture et installation de matériel	
Retard dans le délai d'installation d'un matériel	100 € HT par jour calendaire de retard et par matériel
Fourniture et installation de matériel	
Retard d'intervention programmée	100 € HT par jour calendaire de retard et par matériel
Retard d'intervention pour un dépannage	50 € HT par heure de retard et par matériel
Retard de remise du plan de maintenance	100 € HT par jour de retard
Retard de livraison de fournitures ou consommables	50 € HT par jour de retard
Dépassement du temps d'indisponibilité	100 € HT par jour de dépassement et par matériel, à compter de la fin de la période d'indisponibilité tolérée, soit 5 jours
Non-respect des dispositions relatives à la gestion des déchets (stockage, enlèvement, ...)	50 € HT par occurrence
Tout autre retard	100 € HT par jour de retard et par occurrence
Autres pénalités	
Manquement aux obligations contractuelles	100 € HT par occurrence
Travail dissimulé	10.0 % du montant TTC du marché

21 – LITIGES

21.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE

Les différents et litiges sont réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

21.2 RECOURS

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent Marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public compétente.

- ✓ L'instance compétente pour les procédures de recours est :

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Tel : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (U.R.L.): <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

- ✓ Service compétent auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du tribunal administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Tel : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (U.R.L.) : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

22 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le titulaire n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage, enfin, à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il aura été destinataire.

L'ENPC se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire du marché.

Elle s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données (RGPD).

23 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 13.3.3 du CCAG/FCS.

L'article 16.2.3 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

L'article 20 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.